Anne-Sarah BOUGLÉ-MOALIC, *Le Vote des Françaises : cent ans de débats, 1848-1944* | Karen OFFEN, *Les Féminismes en Europe, 1700-1950*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 362 p. | Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 542 p.

Françoise Thébaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13107>

DOI : 10.4000/clio.13107

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 280-284

ISBN : 978-2-7011-9852-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Françoise Thébaud, « Anne-Sarah BOUGLÉ-MOALIC, *Le Vote des Françaises : cent ans de débats, 1848-1944* | Karen OFFEN, *Les Féminismes en Europe, 1700-1950* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 43 | 2016, mis en ligne le 23 août 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13107> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13107>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Anne-Sarah BOUGLÉ-MOALIC, *Le Vote des Françaises : cent ans de débats, 1848-1944* | Karen OFFEN, *Les Féminismes en Europe, 1700-1950*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 362 p. | Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 542 p.

Françoise Thébaud

RÉFÉRENCE

Anne-Sarah Bouglé-Moalic, *Le Vote des Françaises : cent ans de débats, 1848-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 362 p. | Karen Offen, *Les Féminismes en Europe, 1700-1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 542 p.

- 1 Issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Caen en 2011 et primée par l'Assemblée nationale, l'ouvrage d'Anne-Sarah Bouglé-Moalic reprend avec ambition un sujet déjà abordé par d'autres, politistes ou historiens et historiennes des femmes et du genre : l'histoire du suffrage universel et son questionnement sur le long écart de près de cent ans entre l'accès des hommes et celui des femmes à la citoyenneté politique en France. L'originalité, qui atteste d'un patient travail de recherche, est l'approche de long terme appuyée sur trois types de sources principales : documents parlementaires, presse, ouvrages de publicistes. L'auteure, qui entend « traiter l'histoire du suffrage des femmes à travers le prisme de la République » et croiser l'étude des attentes de genre avec celle du contexte politique, distingue trois phases dans l'évolution du débat. Intitulée « La République sans les femmes : identités de genre et représentation politique au XIX^e siècle », la première partie qui couvre la période 1848-1896 conclut au poids des assignations de genre comme principal obstacle au vote des femmes ; jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la lecture masculine de la politique et la séparation rigide des

sphères d'influence des deux sexes limitent la discussion de cette proposition au-delà de cercles restreints de femmes et d'hommes faisant difficilement entendre leurs voix. Entre 1896 et 1919 – deuxième temps et deuxième partie intitulée « Associer les femmes : la reconnaissance républicaine des rôles féminins » –, le débat qui engage un nombre croissant de personnes dans la société civile et politique montre un relatif équilibre entre les arguments tenant au genre et à la politique. Enfin, entre 1920 et 1944 – la troisième partie de l'ouvrage s'intitule « L'intégration des femmes à la République : étape nécessaire et contestée de la démocratie » –, s'affirme la prééminence du facteur politique, alors que la situation sociale et la perception des femmes ont changé et que le suffragisme tend à s'imposer de plus en plus majoritairement comme une idée logique. Octroyé en mars 1944, le vote des femmes s'inscrit dans une refonte complète de l'État républicain après l'intermède de Vichy.

- 2 La thèse et l'approche de l'auteure invitent à la réflexion et à la discussion, tandis que le détail du propos permet à tous et toutes, même les plus au fait de cette histoire, de glaner des données peu connues. En voici quelques exemples : l'engagement en faveur de la parité de Joseph de Gasté (centre gauche), premier député de la Troisième République à déposer à la Chambre en 1890 un texte en faveur du suffrage féminin ; l'organisation à Morlaix et Fougères en 1897 de référendums qui sollicitent un avis sur l'installation d'un bataillon supplémentaire et y associent les femmes contribuables ; l'expérience de suffrage universel en 1936 dans la municipalité de Louviers tenue par Pierre Mendès France (élection de six conseillères adjointes sans voix délibérative).
- 3 Le 21 novembre 1922, dans l'hémicycle du Sénat qui vient de rejeter le vote des femmes à 156 voix contre 134, l'avocate suffragiste Maria Vérone (1874-1938) crie, du haut des galeries qui accueillent ce jour un grand nombre de femmes, « Vive la République quand même ! ». Anne-Sarah Bouglé-Moalic ouvre joliment la conclusion de son ouvrage sur le rappel de cette anecdote qu'elle met en perspective avec les propos quasi contemporains de Max Weber sur « la vocation politique », considérée comme un acte de passion, de persévérance et de résistance morale à l'opposition générale. Définissant ainsi le long combat des suffragistes, hommes et femmes, elle ne peut être accusée sans trop de sévérité, comme le fait Karen Offen dans un compte rendu paru dans le dernier numéro de 2015 de *Women's History Review*, de proposer une analyse pré- ou post-féministe et de s'inscrire dans une histoire politique traditionnelle qui occulte les voix des femmes et les sources féministes. Il est vrai toutefois que certains travaux déjà parus sont ignorés et que la non consultation des journaux féministes introduit ici et là des biais dans l'analyse. On peut aussi trouver quelques erreurs de détail comme celle de considérer Gabrielle Letellier et Marguerite Thibert comme de bons exemples de participation des femmes à la vie politique dans l'entre-deux-guerres : inspectrice du travail, conseillère technique à quelques conférences internationales du travail pour la première, fonctionnaire internationale au Bureau international du travail pour la seconde, elles témoignent avant tout de l'accès croissant des femmes aux diplômes supérieurs et aux professions qualifiées. L'introduction est particulièrement irritante, distribuant largement des mauvais points aux recherches antérieures et tendant à présenter l'ouvrage comme le premier à insérer la question du vote des femmes dans l'étude des contextes politiques. Elle semble également montrer que l'auteure a une définition restrictive des « conceptions de genre », éliminant ainsi de son propos celles et ceux qui ont une vision plus égalitariste, soit des actrices/acteurs importants du combat de légitimité décrit dans cet ouvrage. Il aurait été plus intéressant d'expliquer

aux lecteurs et lectrices le choix des sources, ainsi que le mode d'analyse de la presse et des essais consultés, trop peu mis en valeur au détour d'une phrase, voire d'une note. Il semble que le travail d'Anne-Sarah Bouglé-Moalic, important malgré les critiques formulées, puisse également donner lieu à un bel article de long terme sur l'évolution des positions du grand quotidien *Le Temps*, souvent cité.

- 4 Deuxième ouvrage publié également en 2012 dans la collection « Archives du féminisme » dirigée par Christine Bard : *Les Féminismes en Europe, 1700-1950*. Il s'agit de la traduction par Geneviève Knibiehler de la somme de Karen Offen – *European Feminisms, 1700-1950: a political history*, 2000 –, dont Clio FGH avait rendu compte dans son numéro 17 de 2003¹. Sans répéter le contenu de ce compte rendu disponible en ligne, il s'agit de rappeler brièvement la portée de ce livre et de souligner les apports de la version française.
- 5 Comme le montrent les notes de bas de page et la bibliographie, le travail de Karen Offen, qui a stimulé de longue date la recherche sur les féminismes avec son article de 1988 sur les questions de définition et de classification², rend compte de décennies de recherche sur le cas français mais aussi sur de nombreux autres pays européens. Les sources primaires et les ouvrages ou articles universitaires ont été consultés à la bibliothèque de l'Université de Stanford, très riche sur le sujet, mais aussi ici et là en Europe. Pour Karen Offen, l'histoire des féminismes est une composante essentielle de l'histoire politique des États et elle est l'histoire politique des femmes, réponses et défis contextualisés à l'hégémonie masculine. L'approche est résolument opposée à celle, postmoderne, de Joan Wallach Scott, considérée comme trop théorique et philosophique³. Elle fait surgir des moments, des événements, des groupes nationaux ou internationaux, des figures dont sont analysés non seulement les discours mais plus encore les actions et leurs effets. Particulièrement bienvenue, la perspective de long terme, des Lumières jusqu'à l'après Seconde Guerre mondiale, est pensée avec la métaphore géologique (fissures, éruptions etc.) et non avec celle, d'usage courant, des vagues. Elle s'appuie sur une utile chronologie, placée in fine dans la version française qui n'a malheureusement pas conservé le précieux index de l'ouvrage initial.
- 6 Pour l'édition française, Karen Offen, qui a continué ses recherches⁴ et participé à de nombreux colloques, a actualisé la bibliographie et les notes de références. Les travaux postérieurs à l'édition originale n'ont pas modifié à ses yeux le paysage et l'argumentaire d'ensemble et elle a seulement clarifié ici et là quelques arguments, après discussion avec d'autres chercheur.e.s comme Ute Gerhard. Elle a enfin offert quelques pages d'avant-propos à une historienne avec qui elle partage une complicité intellectuelle et des positions militantes. Yvonne Knibiehler, qui appartient avec Michelle Perrot à la génération des pionnières de l'histoire des femmes en France, dit son admiration pour ce récit « savant et rigoureux » qui a « l'ampleur et le souffle » d'une épopée. Elle y voit la confirmation de la diversité des féminismes et de l'importance historique du courant « dualiste », qui n'oppose pas égalité et différence des sexes. Elle y retrouve l'ambition de l'histoire des femmes de s'inscrire dans l'histoire générale, histoire des femmes qu'elle préfère à l'histoire du genre. Elle apprécie enfin la réflexion que l'ouvrage suscite sur l'Europe. Un livre qui méritait assurément d'être traduit et offert aux non anglophones. Les spécialistes d'une période ou d'un espace national contesteront ou préciseront peut-être quelques conclusions induites par l'approche comparée et de long terme mais ils y trouveront matière à réflexion et pistes de recherche. Comme Karen Offen les y invite, ils s'informeront

également d'une récente historiographie sur les féminismes d'Europe centrale, du Sud et de l'Est en lisant la jeune revue *Aspasia* que *Clio FGH* a invitée, aux côtés de Leïla Sebbar et Laura Frader, pour fêter récemment ses 20 ans⁵.

NOTES

1. Christine Bard, « Karen Offen, *European Feminisms 1700-1950. A political history*, Stanford University Press, 2000 », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, 17, 2003, p. 284-286 (en ligne).
 2. Karen Offen, « Defining feminism: a comparative historical approach », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 14/1, 1988, p. 119-157.
 3. Notamment dans *Only paradoxes to offer: French feminists and the rights of man*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1996 [trad. fr. : *La Citoyenne paradoxale. Les Féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998].
 4. Signalons notamment l'édition de l'ouvrage collectif à ambition plus globale encore : Karen Offen (ed.), *Globalizing Feminisms, 1789-1945*, London & New York, Routledge, coll. « Rewriting Histories », 2010. Myriam Boussahba-Bravard en a rendu compte dans le n°39 de *Clio. FGH* (2014).
 5. *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern, and Southeastern European Women's and Gender History*. La revue existe depuis 2007 et a été présentée par sa fondatrice Francisca de Haan.
-

AUTEURS

FRANÇOISE THÉBAUD

Université d'Avignon